Bâtir le Pays Martinique

- FAIRE LEVER LE POSSIBLE
- FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR
- BÂTIR LE PAYS MARTINIQUE

---

11 OCTOBRE 1998

"MAIS, PEUT-ON NOMMER
LA TERRE, AVANT QUE L'HOMME
QUI L'HABITE SE SOIT LEVÉ ?"

SOMMAIRE

TITRE I - UNE AUTRE DÉMARCHE POLITIQUE

A - Rupture, Ouverture, Projet

B - Les vertus du marronnage

TITRE II - LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI

A) Citoyenneté et démocratie

B) Les générations de demain

C) Identité et souveraineté

D) Développement et modernité

TITRE III - LE PROJET

A) Dialogue avec les forces économiques

B) Du projet caraïbe

C) Du projet économique et social

TITRE IV - DE LA SOUVERAINETÉ

"Consacrons cela entre nous, ceci n'est pas un appel, ni un Manifeste, ni un Programme politique. L'appel serait, pour celui qui le lancerait, la marque d'une prééminence qui n'a pas lieu ici.

Le manifeste supposerait une prétention de soi. Le programme ne se trouverait ni adapté, ni convainquant. Ceci est un cri, tout simplement un cri. D'utopie réalisable. Si le cri est repris par quelques-uns et par tous, il devient parole. Chant commun. Le cri et la parole se relaient pour faire lever le possible, et aussi ce que nous avons toujours cru être l'impossible, de nos pays".

Édouard GLISSANT

TITRE I - UNE AUTRE DÉMARCHE POLITIQUE

La Martinique aujourd'hui s'interroge sur son devenir, pressentant qu'elle est à une intersection de son destin.

Aux responsables de Notre Pays - du citoyen au responsable politique - il revient de bien prendre la mesure de ces interrogations sur le devenir de la Martinique, de rassembler leurs efforts, leurs énergies et de prendre les initiatives pour proposer une vision commune, une perspective globale et un projet.

La Martinique a vécu ce siècle avec une première décolonisation, une départementalisation, la décentralisation et un moratoire qui a laissé un goût amer.

A l'aube du troisième millénaire, c'est à une renaissance, à un réveil, à un redressement qu'invite le Mouvement "Bâtir le Pays Martinique".

Faire le choix d'une troisième voie, une nouvelle alternative autour de trois axes majeurs :

A) RUPTURE, OUVERTURE, PROJET

Rupture avec des mœurs dans lesquels les arrières pensées, les intérêts politiciens, les intérêts pour le pouvoir et les petits calculs prédominent.

Rupture avec des pratiques à travers lesquelles les intérêts de chapelle, les calculs partisans, ont allègrement subverti l'intérêt général, l'intérêt du pays, le devenir de sa force vive, c'est-à-dire : sa jeunesse.

Mais aussi, rupture avec un langage, celui que tissent les hommes à la langue de bois, les esprits obtus et dogmatiques.

Rupture avec ce langage d'abord préoccupé par la forme et non par la vérité des choses et du monde.

Rupture avec ce langage où la jeunesse est alibi, le peuple est alibi, l'avenir du pays est alibi.

Rupture avec ce langage dans lequel on ne retrouve ni la générosité, ni la volonté de partage, ni l'attention portée aux problèmes quotidiens, ni le sens de la disponibilité.

En un mot rupture avec un état d'esprit pour épouser totalement un projet, un rêve : travailler pied à pied au bâti du Pays Martinique.

L'ouverture telle que nous l'entendons, c'est d'abord notre ferme volonté de sortir des pensées de systèmes, de sectarisme, pour entamer un dialogue franc, avec toutes les forces vives du pays.

L'ouverture, c'est aussi le dialogue avec les nouvelles générations celles pour qui le chômage campe à l'horizon. Les générations à qui nous devons donner la main pour qu'elles ne vaquent pas dans le néant.

Nouvelles générations à qui nous devons dire qu'elles ont le droit d'espérer, de vivre et d'exister et pour lesquelles nous engageons, à tout faire, pour que leur demain soit un demain moins sombre.

L'ouverture, pour habiter et vivre pleinement notre espace naturel, la Caraïbe. Pour tisser et renforcer les liens avec nos frères et voisins à la fois si proches et si loin. Proches par la culture, mais encore loin du point de vue économique et dans les projets partagés.

Ouverture enfin, pour que nous soyons prêts et préparés, prêts parce que préparés à jouer pleinement notre chance dans le monde moderne, dans ce monde en modernité.

A l'heure d'internet, à l'heure de la mondialisation, notre pays doit se doter d'une capacité et

d'une souplesse telle qu'elle confère à notre communauté une grande puissance d'adaptation.

La puissance d'adaptation et d'anticipation est désormais le secret des peuples qui réussissent.

Mais rupture et ouverture ne prendront tout leur sens qu'autour d'un Projet partagé, d'un projet commun, d'un projet global que nous avons le devoir d'élaborer.

Ces principes doivent être reliés au développement de notre capacité d'anticipation pour négocier au mieux notre entrée dans la modernité et dans la mondialisation, au delà du cap de l'an 2000.

Mais notre réussite ne viendra que de notre capacité à maronner et à anticiper.

Le marronnage institutionnel que nous préconisons vise à fonder la relation politique et sociale dans notre pays sur :

⇨ le pragmatisme

⇨ la recherche de l'intérêt général

⇨ le dialogue constant.

Marronnage institutionnel parce que les lois et institutions qui nous régissent n'ont pas souvent pris en compte les particularités de notre trajectoire historique et il nous revient le devoir de les adapter.

Notre capacité d'anticipation, de production, et de recherche, sont les lieux fondamentaux autour desquels se joue son devenir.

Seule l'acquisition de notre indépendance de penser, notre capacité de dialogue, notre capacité de solidarité garantiront notre réussite dans la voie du développement durable.

"Bâtir le Pays Martinique" doit être ce mouvement à travers lequelle, les Martiniquais sentent qu'ils bâtissent un pays, qu'ils construisent l'avenir et qu'ils préparent leur souveraineté !

"Bâtir le Pays Martinique" doit être aux yeux de notre jeunesse un mouvement symbolisant la capacité de notre communauté à préparer demain.

"Bâtir le Pays Martinique" invite donc les militants de cette gauche, plurielle à s'unir pour ensemble autour de propositions concrètes et constructives, bâtir un projet fédérateur.

B) LES VERTUS DU MARRONNAGE

La Martinique est encore, plus que la société Française hexagonale proprement dite, engoncée dans un "institutionalisme" et un "juridisme" qui empêchent que l'imaginaire prenne le pas sur l'immobilisme et le passéisme :

- Nous nous étiolons dans des démarches politiques frustrantes et stériles, dans des cadres concepteurs limitatifs.

- Nous encadrons notre action par des mots d'ordre réducteurs, en étriquant la réalité politique sociale et économique que nous devons affronter au lieu de la dominer.

Le marronnage est un état d'esprit et une pratique dont nous devons être fiers ; nous pouvons en faire la clé d'une stratégie à mettre en place pour dynamiser la société martiniquaise. Ce concept trouve ses lettres de noblesse dans notre histoire et celle des communautés africaines qui n'ont pas toutes été esclavagistes et complices de l'asservissement.

NOS OBJECTIFS

Secouer la Martinique de sa torpeur et engager un processus de dynamique sociale : ce qui veut dire que les citoyens concernés et actifs se mobiliseront sur des objectifs, et qu'ils ne seront plus arrêtés par les interdits ou les obstacles. Chacun ayant la notion de "grand dessein" communautaire.

Les priorités sont, tout naturellement pour nous, le principe de libre administration, faire accepter de suite les fondements de la souveraineté, de la plénitude culturelle et spirituelle.

LA MÉTHODE

Insister sur les notions de devoir, de dignité collective au lieu du "débrouya pa péché".

Faire du marronnage institutionnel un devoir moral et une nécessité indissociable de la personnalité de l'homme martiniquais.

Au-delà de l'absolu philosophique du principe, expliquer par des exemples et références quotidiens qu'il s'agit là d'une constante de tous les aspects de la culture martiniquaise.

La cuisine antillaise est un acte profond et simple de marronnage (là il est culinaire), la musique également (là il est artistique), ainsi de suite.

Et il ne s'agit pas de faire du coloriage doudouiste mais de bien montrer que violent, manifeste, subtil ou latent le marronnage est indissociable de l'histoire de notre communauté, de nous-mêmes.

LE COUT DES MESURES

Il faudra dans un premier temps, beaucoup de courage, et de dignité dans la mise en œuvre de ce concept qui remonte aux premiers instants de l'histoire qui nous a forgés en tant que communauté.

TITRE II - LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI

A) CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

Il y a aujourd'hui une nécessité et une urgence : celle de faire renaître l'espoir.

Faire renaître l'espoir ne signifie pas promettre, mais ouvrir le champs du possible, montrer ce qui est possible de faire et commencer alors à le faire, et se battre pour créer les moyens d'en faire plus.

Le possible ne signifie pas chose acquise.

Le possible ne signifie pas que tout est facile - Bien au contraire ; la vie se gagne au difficile.

Nous devons faire la preuve et expliquer que, face aux immobilismes et aux difficultés, il est possible de faire autrement ; montrer qu'il y a à la Martinique des ressources, des hommes et des moyens pour Emerger.

La démarche proposée s'accompagne d'une nécessité :

⇨ impliquer la population,

c'est-à-dire, dans notre pays, élargir le champ de la citoyenneté.

Les forces populaires et ceux qui luttent quotidiennement pour le respect, la dignité, la responsabilité affirmée, le développement structuré et durable, le mieux être de l'homme, de tous les hommes, tel est notre lieu de référence, notre terreau et notre inspiration.

C'est en réinvestissant auprès des populations dans les quartiers que nous nous donnerons les moyens d'être des acteurs de notre propre histoire et de notre avenir.

Il faut cesser de travailler en réaction à l'actualité française, au gré des lois et des propositions de l'ailleurs.

Il faut savoir anticiper le débat martiniquais. Il y a urgence. Le génocide par substitution et la recentralisation de l'État nous guettent de plus en plus.

B) LES GÉNÉRATIONS DE DEMAIN

Aujourd'hui, les classes d'âge 20 - 39 ans sont particulièrement frappées par une absence de possibilité d'intégration, tant au tissu économique qu'à la société toute entière. En l'an 2000 cette classe d'âge des 20 - 39 ans va représenter environ 30% de la population (415 000 hbts).

Le traitement de l'emploi apparaît donc comme le plus sûr moyen de leur garantir une insertion dans la société martiniquaise. Aussi notre mouvement *"Bâtir le Pays Martinique"* considère que tout doit être mis en œuvre pour leur garantir des perspectives favorables à leur insertion à court et moyen terme.

Dans la perspective de construire notre Souveraineté l'Éducation est un secteur-clé.

L'éducation permanente et non formelle. Toutes et tous doivent pouvoir au cours de leur vie, remonter à nouveau dans le train de l'éducation, le train de la dignité, le train de la formation, le train de la démocratie.

Cette possibilité est un des axes essentiel pour la construction de notre Souveraineté.

La participation des nouvelles générations à la construction du Pays-Martinique passe par une consolidation de la démocratie.

Les lignes directrices de notre mouvement impose de donner la parole : "La Parole aux 15 -

25 ans" (États-Généraux des 15 - 25 ans) doit être un de nos objectifs majeurs.

Il faut arrêter de penser pour ces nouvelles générations.

Les lieux d'éducation doivent être investis par "Bâtir le Pays - Martinique" : Lycées, Universités - Centre de Formation professionnelle, et aussi affirmer le principe que le travail est un des devoirs et des droits essentiels de l'Homme.

Un droit au travail qui n'est pas un droit à la misère.

La Souveraineté du Pays-Martinique passe par :

- la mobilisation des nouvelles générations pour la reconstruction du lien social Martiniquais,
- la mobilisation des nouvelles générations à développer nos capacités endogènes,
- la mobilisation des nouvelles générations pour le développement de nos capacités à décider Nous-mêmes, de choisir Nous-mêmes,
- de mener à bien par Nous-mêmes l'exploitation des ressources naturelles qui nous entourent.

C'est la mise en place de la reconstruction de cet engagement social qui va générer immédiatement de nouveaux bassins d'empois. Dans cette démarche le secteur associatif doit être aidé par les Assemblées locales afin de permettre aux citoyens de se prendre en charge pour casser le système du clientélisme existant.

Les actions visant à former l'Homme martiniquais passent nécessairement par l'engagement des nouvelles générations et une réappropriation du Pays-Martinique, de son histoire, sa langue, de son environnement (Géographique - Culture - Historique) d'où cette intérêt sans cesse croissant pour la Caraïbe.

Sortir notre pays Martinique de son manque d'imagination est un objectif réalisable.

Et pour l'atteindre, répétons-le : la reconstruction du lien social est impérative et passe par l'engagement de nos jeunes dans vie publique.

NB : Toutes ces idées doivent être approfondies en rencontrant les intéressés eux-mêmes.

C) IDENTITÉ ET SOUVERAINETÉ

"Parlons à la FRANCE, non pour la combattre, ni pour être ses servants, ou pour en être ses appointés, mais pour lui dire d'une seule voix que nous allons entreprendre autre chose".

Édouard GLISSANT.

Faire de la souveraineté un des axes stratégiques du débat public actuel, c'est reconnaître ce manque ; c'est comprendre que l'expression de la volonté collective constitue un incontournable de la dynamique d'Émergence.

En un mot, la souveraineté symbolise et sacralise l'expression d'une communauté d'hommes et de femmes en marche vers sa maturité collective.

⇨ Maturité politique

⇨ Maturité Économique

⇨ Maturité dans les rapports sociaux.

Elle n'est pas une simple expression par le vote ; elle marque d'abord l'entrée dans une ère nouvelle permettant à cette communauté de s'exprimer. C'est-à-dire, démocratiquement de discuter, d'examiner pour ensuite décider parmis tous les possibles, les chemins qu'elle choisirait.

La souveraineté n'est pas une simple revendication, c'est d'abord le commencement d'un

autre dialogue avec la puissance tutélaire, mais aussi et surtout d'un autre dialogue avec nous-mêmes.

Parler de souveraineté aujourd'hui, c'est faire appel à une démarche, à un état d'esprit nous donnant les moyens d'assumer dans son aspect pluriel la question de l'émancipation :

⇨ une autre relation avec la puissance tutélaire

⇨ une autre relation de nous-mêmes à nous-mêmes

⇨ une autre relation avec notre environnement caribéen et américain.

Savoir retrouver notre identité, établir le principe de libre administration tel que prévu dans la Constitution, renouer avec le sens de la créative et rassembler les compétences martiniquaises pour œuvrer dans le sens des intérêts de la Martinique, constituent les fondements de la relève politique vers la souveraineté.

D) DÉVELOPPEMENT ET MODERNITÉ

Qui fixe aujourd'hui, "l'ordre du jour" des problèmes à résoudre, des enjeux à surmonter, des priorités à exécuter, des moyens à utiliser ? Les véritables faiseurs de l'ordre du jour sont le Gouvernement Français et le pouvoir économique et financier privé.

Deux chantiers majeurs se présentent donc à nous :

1) Rétablir la priorité de l'intérêt général sur le financier en faisant en sorte que les pouvoirs locaux redeviennent les acteurs premiers de l'ordre du jour de notre Société.

2) Activer notre économie de telle sorte que l'une des priorités soit de mettre tout en œuvre pour bâtir de nouveaux rapports dans le monde du travail, rompre avec la dynamique conflictuelle et s'ouvrir sur une logique d'écoute et de projets consensuels. Cette démarche doit être sans complaisance et sans délai, un axe de réflexion et de construction d'un mode global de fonctionnement tant dans l'entreprise publique que privée.

Les problèmes économiques sont importants et l'on ne peut à la fois exiger plus de sécurité, plus de confort, plus de solidarité, plus de respect de l'environnement et refuser d'en payer le prix. La Martinique n'est pas le centre du monde. Il y a des problèmes ailleurs et des solutions sont proposées.

Pour répondre au plan financier à nos besoins, nous avons le choix entre trois solutions : le tarif, l'impôt de demain c'est-à-dire, l'emprunt et l'impôt d'aujourd'hui.

Le choix entre ces trois sources de financement constitue l'essence même de la gestion publique que nous devons mettre en œuvre. Elle est aujourd'hui avec l'entreprise citoyenne, notre seul champ d'expression d'autonomie.

Il n'est pas honteux de dire que les collectivités doivent produire de la richesse. Cela veut dire choisir entre les fonctionnement quotidien et l'investissement. Avant de changer de statut, il nous faut consolider notre situation en utilisant toutes les marges de manœuvre dans le domaine public et contribuer à la consolidation du tissu entreprenarial existant.

Cette consolidation doit s'écrire à l'encre d'un plan de redressement, d'un plan de remise à niveau qui s'appuiera sur des financements connus (Collectivités territoriales, État, Union Européenne) mais également sur un cadre fiscal négocié et incitatif.

Plan de redressement négocié tant avec les partenaires sociaux et économiques qu'avec la puissance tutélaire.

Ayons le courage de prévoir la continuité, la pérennité pour passer à l'étape de la

souveraineté tout en rassurant le citoyen et le monde économique sur notre projet. Ne soyons pas frileux pour parier sur l'avenir de la Martinique.

Ne soyons pas frileux pour choisir la modernité comme choix de développement.

Notre retard de développement est un avantage car devant stimuler notre volonté de le vaincre. Ainsi, rien n'est inéluctable. Nous avons encore le choix dans les espaces possibles de la modernité.

En fédérant les énergies, les collectivités ont aussi le devoir d'anticiper et d'accompagner la modernisation de notre développement. Les collectivités peuvent et doivent rechercher de nouveaux partenaires économiques pour relever les défis actuels de la Martinique qui, si nous les déclinons au quotidien, sont les suivants :

1) La globalisation de l'économie,
2) L'éducation et la formation continue,
3) Le chômage et l'exclusion,
4) La sécurité et la santé,
5) Les transports et l'environnement,
6) Le traitement des déchets,
7) La pérennisation du développement agricole et sa diversification,
8) L'amélioration de la production des biens et des services,
9) La rupture de la logique qui consiste à assimiler service et servitude,
10) La consolidation de nos entreprises,
11) L'appartenance à l'Europe et à la Caraïbe,
12) Une meilleure maîtrise de notre espace aérien,
13) L'écologie urbaine et l'eau,
14) La rationalisation de la répartition des équipements collectifs dans les espaces ruraux urbains.

A) DIALOGUE AVEC LES FORCES ÉCONOMIQUES

"Premièrement, il est de mon intime conviction que c'est dans l'unité sur les questions nationales essentielles qu'un progrès réel pourra être fait. La division des races était la politique du colonialisme. L'intégration des races doit être la politique de l'indépendance. C'est seulement dans cette voie que la colonie de Trinidad et Tobago peut devenir la nation de Trinidad et Tobago".

Dr Eric WILLIAMS - 1962 - 1er Ministre de Trinidad et Tobago.

Prévoir et partager un projet global implique que les forces économiques doivent participer à la détermination des choix.

Le premier nœud à délier est celui du mur du silence, du mur d'incompréhension et des fantasmes existants entre le politique, représentant le peuple et les leaders économiques du pays.

Du dialogue naîtra une forme de "Gouvernance" (1).

Du dialogue naîtra la cohésion et le partage.

Du dialogue naîtra la nation.

Cependant, il faut dire non à quelques principes régissant le monde économique et opposer par le dialogue les notions suivantes :

Opposer :

Identité à assimilation

Souveraineté à spécificité

Statut et mode de gouvernance (1) à dérogation permanente.

L'avenir et la responsabilité ne pourront s'écrire qu'à l'encre du dialogue et du destin partagé.

B) DU PROJET CARAIBE

Le regroupement autour du grand projet Caraïbe est une priorité.

Priorité d'ouverture sur de nouveaux marchés pour l'emploi et les entreprises.

Priorité culturelle.

Priorité de survie identitaire.

Priorité existentielle.

Notre situation géographique, notre trajectoire historique et les composantes de notre population font que notre avenir s'incrit dans le destin de la Caraïbe.

Un des points cruciaux de nos interrogations actuelles est bien celle de notre mode de participation à notre région Caraïbe. Nous avons le devoir de prendre dans ce domaine des initiatives majeures. Initiatives visant à exprimer clairement notre volonté d'apporter une contribution marquante pour notre intégration Caribéenne, tout en assurant notre appartenance à un ensemble européen.

(1) Gouvernance est un terme adopté par les Nations Unies pour décrire une manière de gouverner le bien commun dépassant les formes instituées de gouvernement et les limites de compétences traditionnelles.

La conjoncture internationale dans son actualité et ses tendances, milite en faveur d'une réactivation de cette coopération régionale et nous oblige par ailleurs, à une plus grande vigilance. Jamais en effet, un projet de coopération caribéenne n'avait trouvé à l'échelle mondiale, autant d'éléments et de grandes tendances favorables .

Nous proposons donc d'avancer dans une direction qui articulera bilan et prospection, projets et résultats ; c'est-à-dire par une mise en dialogue des leçons de l'histoire et de notre audace de visionnaire.

Une telle démarche fait de la rencontre entre les hommes l'axe central de tout projet, de toute démarche de coopération.

De ce fait, elle implique de souligner et de prôner la liberté de circulation des Caraïbéens dans la Caraïbe.

La Martinique a le devoir aujourd'hui de prendre des initiatives marquantes pour rejoindre et participer totalement à cette progressive construction d'une intégration caribéenne, ferment d'une identité régionale. Trop longtemps elle est demeurée sur le bord du chemin, trop longtemps, elle a campé sur des positions défensives.

Les hommes de progrès de notre pays pourraient nous semble-t-il trouver là l'occasion de se rassembler et de faire œuvre commune.

Interroger nos relations avec nos voisins de la Caraïbe, le faire dans un cadre prônant la liberté de circulation des Caribéens dans la Caraïbe, nous semble la meilleure manière d'entamer une démarche en dehors des carcans définis, en dehors des a priori institués par les vestiges coloniaux.

C) DU PROJET ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Il est temps de faire les évaluations nécessaires dans ce domaine et d'oser faire des propositions sans en laisser la seule exclusivité aux experts.

Trois constats majeurs vont guider notre démarche :

- Les collectivités locales et l'ensemble du secteur public pratiquent le désendettement pour réduire les déficits publics. Alors que les taux d'intérêts sur le marché n'ont jamais été aussi faibles. Aucune politique de relance de l'investissement, de redressement et d'ajustement structurel n'est envisagée.
- Le secteur tertiaire, services et tourisme, quoique dynamique souffre d'un marché restreint et d'un manque d'ambition alors que la concurrence, à très tôt diversifié ses sources de revenus.
- Notre agriculture connaît une désarticulation entre une agriculture d'exportation relativement moderne et une agriculture vivrière souvent archaïque. Alors que notre réserve alimentaire est largement en dessous des seuils de sécurité pour faire face aux catastrophes.

POUR LE SECTEUR PUBLIC, il y a donc lieu de commencer à fédérer l'action des communautés de base : L'intercommunalité constitue un premier pas vers ce projet global et partagé.

Il nous faut donc relancer les investissements en développant très vite l'intercommunalité des projets et des investissements et en même temps une politique de l'emprunt pour limiter la croissance de la fiscalité locale.

POUR LE SECTEUR PRIVÉ, il y a donc lieu de fédérer l'action des forces économiques autour d'un projet de cadre fiscal et bancaire négocié avec la puissance tutélaire.

D'autre part, il convient de ne pas oublier que les préoccupations écologiques peuvent être des facteurs de croissance en développant notamment le recyclage.

Les politiques actuelles contre le chômage provoquent un effet d'accélération vers la saturation de certains secteurs d'activités sans que les conditions préalables soient requises pour en faire des emplois durables.

Notre plus grande crainte se situe dans le système éducatif qui est pour la Martinique une des plus grandes sources de chômage.

Le marché du travail français n'est plus depuis longtemps un exutoire, et les formations ne préparent pas à une grande adaptabilité ni à une grande mobilité dans un espace naturel, notamment la Caraïbe.

Ces constats nous donnent déjà des axes d'investigations.

Le monde d'aujourd'hui dans ses restructurations économiques offre de nouvelles chances.

La construction des grands ensembles et notamment le bloc régional Caraïbe, suscite de nouveaux flux commerciaux, des modalités neuves de relations, et de possibles espaces d'articulations.

Une chance nous ait offerte de complémentarité entre le marché européen et le marché caraïbe - Pourquoi ne pas la saisir ?

Pour construire cet ensemble économique, il nous faudra encore plus de solidarité. A une solidarité obligatoire organisée par l'État, une solidarité volontaire entre les individus devra prendre force à travers le tissu associatif très dynamique.

Formuler le vœu de fédérer les énergies est encore un vœu pieux.

Il nous faudra d'abord ouvrir le dialogue avec les forces économiques de ce pays et rechercher un pacte social.

"Bâtir le Pays Martinique" devrait proposer une radicalisation de l'interventionnisme économique face à la paupérisation des structures notamment dans les secteurs primaires et tertiaires.

Pour passer le stade des vœux et du discours, il faut de la détermination et du pragmatisme. Ce sera pour nous la première étape, l'étape du programme de transition négociée avec la puissance tutélaire.

En faisant de la citoyenneté un de nos référants majeurs, nous travaillons au passage d'une culture politique à une autre, au passage d'une culture politique passéiste à une culture de la Souveraineté.

La citoyenneté, pour que nous inventions :

- les modalités pour un plus grande reconnaissance des citoyens dans la vie publique ;
- les modalités pour une représentation et une participation marquante des jeunes au sein des instances majeures de la vie publique ;
- les modalités pour une implication dans la vie publique de la femme martiniquaise, à la mesure de son implication dans la vie sociale et familiale du Pays !

Devenir plus performant, en s'appropriant les techniques, les procédures, les outils les plus efficaces et les plus adaptés pour constituer et renforcer notre lieu ;

Apprendre et se donner les moyens d'anticiper ;

tel est le sens du combat pour la **modernité**.

La Martinique chemine aujourd'hui dans une modernité de façade où priment les apparences, les simulacres et le mimétisme.

Dépasser cette logique de l'apparat.

Apprendre à creuser et à connaître les noyaux de la propulsion,

Revisiter nos traditions dans une démarche de mise en relation entre la tradition et le futur,

telles sont les premières marques de ce combat pour la modernité.